

Communiqué de presse : agissons local, pensons national !

Le 14 novembre dernier, nous avons réuni spontanément plus de 100 maires de tous bords et de toutes les régions pour interpeller le Président de la République sur le décrochage économique, social et républicain dans nos villes et quartiers populaires. S'appuyant sur un diagnostic chiffré des conséquences locales de la crise sanitaire, **notre « Appel du 14 novembre » (aujourd'hui signé par plus de 200 maires représentant 10 millions de Françaises et Français) mettait en lumière des tendances lourdes** : explosion de l'aide alimentaire, augmentation du chômage et des demandes de RSA, effondrement des inscriptions dans les associations sportives et culturelles...

Pour remédier à cette situation d'extrême urgence, notre collectif proposait des solutions simples et rapidement réalisables, dans l'esprit du plan Borloo de 2018. Il préconisait, en outre, de **flécher 1% du Plan de relance vers les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV)** et de **créer un Conseil National des Solutions** pour changer notre manière de construire nos politiques publiques.

Suite au retentissement médiatique provoqué par notre lettre ouverte, le Premier ministre a reçu une délégation d'élus en visio-conférence le 23 novembre dernier. Lors de cette réunion, **il s'est engagé en faveur du 1% solidarité pour les villes populaires** en nous précisant ce 1% reprendrait des lignes budgétaires déjà existantes). Nous n'oublions pas ses mots : *« Je m'engage auprès de vous. Il y aura bien 1% du Plan de relance qui ira dans les quartiers prioritaires et dans vos communes »*.

Néanmoins, nous n'avons pour l'heure aucune formulation écrite de l'Élysée ou Matignon. Aucun compte-rendu de nos échanges n'a été établi par les services de l'Etat, malgré nos relances (le 3 décembre dernier, un courrier de notre collectif a été remis en main propre au Premier ministre par Natacha Bouchart, maire de Calais).

De notre côté, **nous avons joué le jeu républicain en répondant positivement à toutes les demandes de rendez-vous institutionnels** (visio-conférences, rencontres physiques, rendez-vous téléphoniques). En dehors de la visio-conférence avec le Premier ministre, nous avons en effet participé, depuis le 1^{er} décembre, à près d'une vingtaine de réunions avec des conseillers de l'Élysée ou de Matignon, des Ministres, des parlementaires, des agences publiques ou des Hauts-commissaires.

Les paroles s'envolent, les écrits restent

Malgré notre volonté de co-construire, **nos échanges avec l'Etat ou ses satellites restent enfermés dans un cadre et une méthode que nous n'avons pas choisis.**

Face au décrochage de nos territoires, nous ne pouvons plus nous payer le luxe d'attendre que les instances intermédiaires valident notre démarche. **Le Gouvernement doit réagir rapidement !**

Cette urgence vaut bien évidemment pour le Plan de relance mais aussi pour la réforme de l'éducation prioritaire, le programme ANRU ou le plan de sauvetage des clubs sportifs.

Nous ne souhaitons pas être les protagonistes d'un récit orchestré par le haut. Nous refusons les logiques descendantes, voire condescendantes. Nous voulons du concret !

A l'orée du vote du budget de l'Etat pour 2021, **nous demandons des garanties sur le 1% du Plan de relance**. Nous souhaitons que ces moyens soient consacrés en priorité à l'urgence humaine ; c'est-à-dire aux sujets de l'éducation, de l'emploi, de la santé, de la vie associative...

Dans cet esprit, **nous défendons les amendements déposés par le Sénat** suite à notre Appel pour :

- Augmenter de 50% les moyens du Programme de Réussite Educative ;
- Augmenter de 150% le financement des actions de santé et d'accès aux soins dans les QPV ;
- Doubler le financement du programme des cités éducatives.

Nous soutenons également les amendements du Sénat qui ont reçu un avis contraire du Gouvernement : mise en place d'un fonds d'urgence de 200 millions d'euros pour les quartiers prioritaires, création de 20 000 PEC, nouvelle impulsion pour le NPNRU, création du Conseil National des Solutions, attribution d'une enveloppe de 10 millions d'euros aux clubs sportifs en difficulté...

Nous réclamons enfin que ces fonds soient réellement fléchés **en concertation avec les maires et les associations de nos territoires**. Nous avons trop souvent vu des enveloppes inscrites sur le papier ne jamais descendre sur le terrain.

Nous sommes le Conseil National des Solutions !

Notre collectif reste mobilisé sur la question des moyens mais aussi sur celle de la méthode. **Nous renouvelons notre souhait de voir émerger un Conseil National des Solutions** pour identifier, évaluer et diffuser les solutions qui marchent sur le terrain !

Notre ambition initiale était de co-construire cette instance avec l'Etat mais, devant le désintérêt affiché par le Gouvernement, nous avons décidé de lancer ce Conseil par nos propres moyens en nous appuyant sur l'énergie des territoires et le soutien actif du Sénat.

La Chambre des sages partage notre volonté de moderniser l'action publique locale en concluant un nouveau pacte de confiance avec les territoires.

Le premier Conseil National des Solutions devait se tenir à Roubaix le 14 décembre 2020 mais nous avons préféré décaler cette date en raison des difficultés d'organisation liées au contexte sanitaire. **Nous reportons cette première édition au début de l'année 2021** (sachant que la Ville de Paris s'est d'ores et déjà positionnée pour accueillir la seconde édition).

Parrainé par Jean-Louis Borloo, cet événement diffusé en ligne mettra en lumière les solutions permettant de répondre localement au défi de l'emploi et de la formation. Il apportera également un éclairage aux problématiques d'aide alimentaire et donnera la parole aux acteurs-clés de la mobilisation des territoires.

Nous refusons de voir nos villes et quartiers glisser inéluctablement dans la zone grise de la République. **Nous portons localement les solutions pour faire bouger les lignes** sur tout le territoire national.

Afin de poursuivre la mobilisation, **nous réunirons plusieurs centaines d'élus et d'acteurs locaux (associations, clubs sportifs...)** devant **l'Assemblée nationale** (en face du café Le Bourbon) **le 17 décembre à 11h00**. A l'heure du vote du Projet de Loi de Finances 2021, nous tenons en effet à nous assurer que les actes de nos députés soient bien en phase avec les engagements du Premier ministre.

Agissons local, pensons national !

CALENDRIER DE LA MOBILISATION
- Jeudi 17 décembre 2020 : rassemblement du collectif de l'Appel du 14 Novembre devant l'Assemblée nationale à l'occasion du vote du Projet de Loi de Finances 2021.
- Début 2021 : première édition du Conseil National des Solutions (Roubaix).